

<http://www.contretemps.eu> « Pape argentin, avortements clandestins ». Rencontre avec des militantes féministes argentines après l'élection du pape François redaction
Le pape François vient d'accorder [un long entretien](#) où il aborde notamment les questions de morale sexuelle qui n'ont jamais cessé d'occuper l'Église. En tant qu'évêque de la capitale argentine, Jorge Bergoglio avait toujours fermement condamné l'avortement, et s'était attaqué avec un grand acharnement à la loi du mariage égalitaire en 2010. Aujourd'hui, ses propos sur l'homosexualité et l'avortement sont colorés d'une « ouverture » inhabituelle chez le plus haut représentant ecclésiastique, faisant dire ici ou là que François a décidé de contredire Bergoglio. Il a pourtant laissé comprendre qu'aucun changement n'est d'actualité de la part de l'Église sur ces questions.

Contretemps publie cet entretien réalisé tout récemment avec des membres du groupe de militantes féministes argentines « Conurbanas ». Pili, Alba et Mariana ont échangé avec nous, précisément au sujet des effets sur les droits des femmes en Argentine de l'élection de Jorge Bergoglio comme pape. Plus largement, cet entretien fait le point autour de certains enjeux des luttes féministes dans le pays, comme le droit à l'avortement.

Pourriez-vous présenter votre engagement, dans le féminisme, et ensuite au sein de « Conurbanas » ?

L'organisation « Conurbanas » est un collectif de femmes de la banlieue ouest de Buenos Aires implanté à 37km de la capitale argentine. Elle existe depuis 2008 et a été créée par des femmes qui participaient déjà à des « Rencontres Régionales de Femmes » qui ont lieu dans cette même région depuis vingt-et-un ans. Certaines, parmi nous, participent également aux « Rencontres Nationales de Femmes » annuelles qui regroupent entre vingt mille et trente mille femmes¹.

Nous sommes arrivées à ces Rencontres Régionales pour des raisons et des motivations personnelles diverses, parfois par l'intermédiaire de la famille ou des amis et nous avons toutes des histoires militantes diverses. Certaines d'entre nous avons une expérience du militantisme depuis très jeunes, grâce à l'influence de nos parents qui ont été des militantEs et/ou des exiléEs politiques durant la dernière dictature militaire de 1976 à 1983. Nous avons commencé à participer avec nos mères, par exemple, à ces rencontres de femmes dans les années quatre-vingt. D'autres camarades ont milité ou militent encore, par exemple, dans les quartiers comme membres d'organisations de base et à l'université. Nous avons ainsi commencé à participer à ces rencontres de femmes et comme nous avons des idées en commun et que nous habitons la même zone urbaine, nous avons décidé de militer ensemble dans l'intérêt de la lutte féministe.

Par ailleurs, le contexte de l'année 2001 a été très important pour les actions militantes, notamment grâce aux activités « *piqueteras* »² et aux Assemblées Populaires de quartier³. Ces nouvelles expériences ont permis de relier entre elles/eux des camaradEs et un grand nombre de gens qui n'avaient jamais milité. Il y a eu une réactivation de la participation sociale, surtout pour les plus jeunes et une participation très active des femmes, qui allaient par la suite participer aux Rencontres Régionales et Nationales. Ainsi, après 2001, la composition sociale change, les femmes commencent à prendre des rôles plus actifs au sein des mouvements. Ce sont elles, par exemple, qui vont chercher des réponses à la crise au sein des quartiers populaires, comme, par exemple, avec des cantines populaires, pour nourrir les enfants du quartier. L'élan de 2001 a ainsi favorisé l'arrivée d'un grand nombre de camarades femmes qui venaient des mouvements des chômeurs et elles vont participer aux Rencontres Nationales en 2005 qui ont regroupé 35 000 femmes dans la ville de Mar del Plata. Toujours en 2005, il y a eu le mouvement « anti-Bush ». Ces deux grands mouvements ont permis l'arrivée de nombreuses femmes dans les organisations féministes. Nous avons commencé à nous rencontrer dans ce cadre-là, mais nous n'avons pas créé tout de suite un espace en commun.

Quant au contexte spécifique de la banlieue ouest de la ville de Buenos Aires, il y a un événement important. En 2008, il y a eu la prise et l'occupation d'un centre universitaire dans la ville de Merlo. Cette ville se situe dans un contexte politique très particulier car elle a un gouvernement très ancien et répressif qui a même un fonctionnement mafieux. Différentes organisations se sont retrouvées dans ce cadre-là, comme A.G.RE.T.AS (*Asociacion De Guardapolvos Rebeldes Y Trabajadoras/res Asociadas/os*, une organisation syndicale de professeur.e.s avec une perspective de genre), *Enredadas por el derecho a decidir* (organisation féministe de la zone ouest de Buenos Aires où les femmes se rencontrent et s'organisent pour la légalisation de l'avortement), *Mujeres al pie del cañón* (collectif féministe de la ville de Moreno), *el Mopi de Matanza* (organisation d'un des districts les plus grands de la zone ouest de la banlieue de Buenos Aires), *El Transformador* (Centre culturel et de quartier), le MIR (Mouvement de gauche révolutionnaire), MAO (Femmes à l'ouest), HIJOS (organisation des enfants des disparus de la dictature militaire de 1976)⁴. Nous avons proposé, les femmes de ces différentes organisations, une rencontre des femmes dans ce même centre universitaire et en plein milieu du mouvement. Nous avons commencé ainsi à nous regrouper et nous avons été rejointes par d'autres femmes d'organisations mixtes qui sentaient que les questions de genre n'avaient pas une place importante au sein de leurs organisations. Elles cherchaient alors à se réunir dans d'autres espaces avec d'autres femmes, parfois même avec des perspectives politiques différentes, mais qui soient reliées au féminisme.

« *Conurbanas* » est un espace mixte ?

Non, c'est une organisation exclusivement de femmes. Elle naît comme un espace de convergence de femmes venues de différents espaces, non seulement politiques, syndicaux ou sociaux, mais aussi sportifs (il y en a par exemple qui appartiennent à un club de football de femmes) ou culturels. Cette organisation se propose d'élargir et de perpétuer l'expérience des Rencontres Régionales de Femmes et de nous organiser pour les Rencontres Nationales.

L'une des actions que nous avons entreprise se situe dans le cadre de la campagne pour la dépénalisation et la légalisation de l'avortement. Elle est l'un des points forts qui nous a reliées, et même le principal combat que nous menons en tant qu'organisation. Suite au mouvement à Merlo en 2008, nous avons commencé à nous réunir dans une bibliothèque socialiste, car il est très difficile de se réunir dans l'espace public dans cette ville, vu la politique hostile aux militantEs que mène le gouvernement local. Depuis, nous nous réunissons une fois par mois mais nous maintenons un contact régulier par internet. Nous nous croisons aussi régulièrement dans d'autres activités militantes auxquelles chacune de nous participe, car « *Conurbanas* » est un espace de rassemblement des femmes, mais plusieurs d'entre nous appartiennent aussi à d'autres organisations.

Justement, vous appartenez également à des partis politiques ? Et si c'est le cas, dans quelle mesure acceptez-vous des militantes engagées dans les partis ?

« *Conurbanas* » est une organisation entièrement autonome, mais nous articulons des perspectives très diverses. A vrai dire, on n'a jamais dû se poser ce type de question. Il y a des camarades qui sont dans des syndicats, d'autres dans d'autres organisations et cela n'a jamais empêché le fonctionnement autonome de notre organisation.

Notamment les problèmes des femmes propres à la région suburbaine de l'ouest de Buenos Aires, qui est une région assez pauvre, et le besoin de nous réunir pour en débattre. Les espaces dans lesquels nous intervenions avant étaient devenus étroits pour traiter ce type de questions. « Conurbanas » a commencé comme un collectif et a fini par devenir une organisation. Les Rencontres Régionales et Nationales sont des espaces de débat à partir de points théoriques sur la lutte des femmes et elles donnent ainsi une visibilité à différentes thématiques. Ces cadres englobent des perspectives et des profils très divers, certaines femmes se revendiquant féministes et d'autres pas du tout. Dans les réseaux des organisations on pense plutôt à renforcer différentes orientations ou lignes. Par exemple, nous à « Conurbanas », nous nous sommes définies peu à peu comme des féministes. De ce fait, dans les rencontres on produit des discours et dans l'organisation on mène des actions précises, comme l'accompagnement des femmes dans des situations particulières de violence, d'avortement ou des problématiques plus générales propres aux femmes des quartiers populaires.

Combien êtes-vous à « Conurbanas » ? Et quel est votre mode de fonctionnement ?

Ça varie ; environ une quinzaine. Nous avons une façon de fonctionner très ouverte, horizontale, qui a très peu à voir avec un mode d'organisation traditionnel. On tient compte aussi de la situation personnelle de chacune de nous, parce que cela fait aussi partie du féminisme. Si on a des contraintes à un moment donné pour participer à des tâches militantes, on est très flexible. Donc ça varie. A certains moments, un certain nombre de camarades sont les plus actives, et à d'autres moments, ce sont d'autres. C'est pour cela que ce n'est pas évident de dire combien on est exactement. Nous ne mesurons pas la participation de chacune de nous en termes de paramètres classiques. Nous faisons tourner les tâches et le poids militant pour qu'il ne repose pas toujours sur les mêmes camarades. Ainsi nous essayons de créer d'autres formes de participation et de ne pas reproduire les paramètres d'autres organisations ou de notre expérience personnelle. Une sorte de leadership collectif, si l'on peut dire. Nous nous sentons à l'aise avec cette manière de fonctionner, car nous pouvons arriver aux réunions en ayant ou non réfléchi aux points à débattre ou en ayant ou non participé à des tâches préalables.

Par ailleurs, il y a une dialectique intéressante dans la façon de construire la pratique. Nous ne démarrons pas par la théorie mais par la pratique pour la théoriser ensuite et y retourner. Un exemple concret de cette pratique est notre action dans la campagne pour la légalisation de l'avortement. C'est une campagne qui existe au niveau national et nous y participons par des actions spécifiques dans la banlieue ouest. Nous cherchons à atteindre les femmes, non pas par le langage traditionnel militant mais d'une façon originale qui les interpelle. Cela peut se faire par le cirque, des marionnettes, des couleurs vives et attirantes, de la musique, etc. Une fois, par exemple, nous avons fait une campagne pour la non-violence par une représentation théâtrale dans le train, en distribuant, à la fin, des tracts et des autocollants. Ainsi nous avons une présence très importante dans la rue et par une communication graphique.

De cette manière, nous cherchons la visibilité de l'organisation et pas de ses individus. C'est une façon anti-patriarcale de faire de la politique, car il n'y a pas de leaders. En tant que femmes, nous souffrons toutes des mêmes oppressions et cela nous construit comme des sujets politiques qui cherchent d'autres perspectives la transformation. Car parmi les hommes, même ceux investis dans la lutte anticapitaliste, il y en a très peu qui se définissent comme anti-patriarcat. Ils s'attribuent toujours les mêmes rôles de pouvoir patriarcal que nous remettons en cause. C'est pour cela que ce type d'espaces, comme « Conurbanas », est important : de nombreuses femmes, et malgré les

différences qui existent entre nous, se sentent à l'aise pour prendre la parole. Nous pouvons ainsi construire des façons de faire que nous n'arrivons pas à créer dans des espaces mixtes. Nous avons essayé plusieurs fois de construire un leadership collectif dans d'autres organisations et nous n'y sommes jamais parvenues. Notre organisation nous permet d'explorer un champ qui est fermé, réprimé, dans d'autres espaces.

Pouvez-vous expliquer quelles sont vos activités concrètes dans ces deux campagnes d'une façon générale : pour le droit à l'avortement et contre les violences faites aux femmes ? Et ensuite quelles sont les conséquences, selon vous, de l'élection du nouveau pape pour ces revendications ?

Ces deux campagnes existent à l'échelle nationale. La campagne nationale pour le droit à l'avortement, légal, sûr et gratuit existe depuis de nombreuses années en Argentine⁵. Elle relie sous ce même drapeau de nombreuses organisations sociales et politiques de femmes qui demandent la légalisation totale de l'avortement et pas seulement en cas de danger de mort ou de viol, comme c'est le cas aujourd'hui en Argentine.

D'ailleurs, il ne s'agit pas d'avortement légal non plus dans ces deux cas-là, juste d'une dépénalisation. Il y a tout un débat là-dessus, car les médecins eux-mêmes ne savent pas comment procéder dans ces cas-là, ils doivent demander une autorisation judiciaire. Cette dépénalisation est gérée à l'échelle régionale, et alors il y a des régions où cette question a été réglementée et d'autres non. C'est-à-dire qu'il y a des hôpitaux publics où il est possible d'interrompre des grossesses dans ces cas-là et d'autres non. Des juges freinent encore ces interruptions de grossesse par des recours interposés, qui viennent pour l'essentiel des organisations anti-avortement. L'action des Églises, tant catholique que protestante, est très importante là-dessus. Elles tentent de s'interposer et de freiner, non seulement la légalisation de l'avortement en Argentine, mais aussi des avortements dépénalisés. Depuis 1929, l'avortement est dépénalisé en Argentine en cas de risque pour la vie de la femme enceinte ou de viol d'une femme souffrant d'une déficience ou maladie mentale. A partir de 2012, la dépénalisation a été élargie à tous les cas de viol (en cas de maladie ou non). Mais nous sommes encore très loin de pouvoir accéder au droit de l'avortement, non seulement en termes de « légalisation de l'avortement » mais même simplement de dépénalisation. Car l'avortement est inscrit dans le Code pénal en tant que délit, c'est-à-dire qu'une femme qui pratique un avortement en dehors des causes dépénalisées peut-être traînée en justice et condamnée.

L'année dernière, il y a eu un cas témoin qui montre que l'on ne peut pas obtenir une ferme application de la loi sur les cas de dépénalisation déjà établis par le Code pénal. Dans une province du sud de l'Argentine, une fille mineure qui se retrouve enceinte suite à des abus sexuels prolongés demande l'avortement. Le juge l'accorde, mais il y a tout de suite après un appel de la Tutrice des mineurs et un procès contre le juge pour avoir autorisé l'avortement. Le cas arrive à la Cour suprême de justice qui donne raison au juge, indiquant qu'en cas de viol, une femme n'a besoin d'aucune autorisation judiciaire pour interrompre la grossesse, puisque c'est stipulé par la loi.

En 2010, il y a eu une controverse et des contradictions au sein de l'État avec la création d'un « Protocole d'avortement non punissable » qui était, dans un premier temps, une résolution ministérielle, finalement retirée par le Ministre de la santé. Un groupe du Ministère de la santé a tenté de réglementer l'accueil des femmes qui arrivent dans un centre de santé pour interrompre une grossesse qui entre dans les causes dépénalisées. Le Ministre a retiré ensuite son aval à cette résolution ministérielle. Cela a été très difficile à avaler pour les organisations des femmes, parce que cela représentait un vrai recul. Il y a même eu un avant et un après dans les conditions d'accès à l'avortement dépénalisé. Par exemple, il y a eu des femmes qui ont demandé un avortement légal et

qui ont obtenu la permission six mois après quand il était déjà impossible d'interrompre la grossesse. On joue beaucoup avec le temps dans les cas d'avortement, car plus un avortement est réalisé tôt, plus les conditions de santé de la femme concernée peuvent être préservées.

La question de l'avortement est alors très délicate en Argentine, tout dépend à vrai dire des lieux et des provinces. Il y en a où la religion (protestante mais surtout catholique) est beaucoup plus présente avec beaucoup plus de pouvoir, comme la province de Salta, par exemple, où l'on enseigne la religion même dans les écoles publiques et laïques. De plus, l'Église catholique a des liens très importants et historiques avec la justice et les gouvernements. Le but de cette campagne nationale, avec le soutien de toutes ces organisations, est donc de rendre visible la question de l'avortement et de permettre que la société s'investisse dans cette thématique.

Avec « *Conurbanas* » nous avons participé en 2012 au débat de Congrès sur la dépénalisation de l'avortement mais notre travail est en grande partie dans les quartiers. Car une chose est ce qui est dit dans la Cour suprême et une autre comment cela arrive dans les quartiers. La réalité c'est que, au-delà de l'avortement non punissable, l'avortement existe en Argentine. Car derrière le discours hypocrite qui prétend préserver la morale et empêcher que l'avortement existe en Argentine, il y a bien des cliniques et des médecins qui pratiquent des avortements. L'accès à l'avortement sûr en dehors des cas dépénalisés dépend de la classe sociale à laquelle on appartient, c'est-à-dire, si l'on peut ou non payer un avortement. Si on dispose d'entre 8 000 et 10 000 pesos⁶ on peut se payer un avortement dans de bonnes conditions sans aucun risque pour la santé. Notre but est aussi de chercher à dévoiler cette situation, car le vrai problème existe quand on ne peut pas payer l'avortement et c'est le cas de nombreuses femmes en Argentine, notamment celles des classes les plus démunies. C'est pour cela que le travail dans les quartiers est très important. Notre travail va de la prévention de la grossesse à l'accès à l'avortement non punissable. L'une des façons de le faire c'est, par exemple, par une table que nous installons sur les places, où circulent de nombreuses femmes et nous distribuons du matériel d'information, des préservatifs, etc. Nous appelons cela le « *mesazo* »⁷.

Quant aux lois sur la contraception, quelle est la situation en Argentine ?

Il y a une loi en Argentine depuis 2003⁸ qui stipule que l'État doit assurer l'éducation sexuelle dans les écoles publiques et laïques et qu'il doit mettre à disposition de toute la population les méthodes contraceptives. Mais la réalité c'est que cela n'arrive pas toujours correctement dans les quartiers pauvres. Dans la plupart des centres de santé, les méthodes contraceptives sont distribuées, mais il y a de nombreuses défaillances. Par exemple, de nombreuses femmes ne sont pas entièrement informées sur l'emploi de ces méthodes et les pilules peuvent parfois arriver en retard. Il y a des femmes qui nous disent avoir reçu une partie de la pilule mais pas l'autre. C'est-à-dire que leur distribution n'est pas entièrement efficace. Il y a aussi de la réticence de la part des femmes à utiliser certaines méthodes contraceptives, parce que parfois elles ne sont pas de qualité et qu'elles ont eu de mauvaises expériences personnelles. Le stérilet reste toujours, par exemple, quelque chose de très mal connu et de très inquiétant pour de nombreuses femmes. Quant aux méthodes pour se protéger des maladies sexuellement transmissibles- dont les chiffres sont plus importants encore dans les quartiers populaires, étant donné le manque d'accès à la santé et à l'information - leur accès est parfois également limité. Comme le préservatif distribué en Argentine est le préservatif masculin, c'est en général à l'homme de décider de l'utiliser ou non. Dans de nombreuses situations où ont lieu les rapports sexuels, les hommes ne sont pas toujours disposés à utiliser le préservatif. Notamment dans les relations matrimoniales ou de longue date, l'homme, par virilité, refuse l'emploi du préservatif car il cherche à avoir des enfants, comme une façon de « marquer » la femme. Les femmes doivent alors trouver leurs propres stratégies pour se protéger ou parfois

« Pape argentin, avortements clandestins ». Rencontre avec des militantes féministes argentines après l'élection du pape François

<http://www.contretemps.eu> redaction

interrompre une grossesse. Il y a donc tout un travail d'éducation et de conscientisation à faire également auprès des hommes.

Malgré l'existence de cette loi de santé sexuelle, l'Église, souvent avec l'aide de l'État, poursuit habilement son travail contre la contraception et l'avortement. Un exemple type de sa façon d'intervenir est la diffusion de vidéos qui montrent de façon violente et choquante une situation d'interruption de grossesse : un embryon dans le ventre de sa mère qui sera ensuite écrasé en morceaux, etc. Cette vidéo est dans la plupart des bibliothèques scolaires et beaucoup d'enseignants de biologie qui voient indiqué sur la pochette « appareil reproductif », « conception », etc. passent cette vidéo en cours. Des adolescentes, qui sont par exemple déjà passées par une interruption de grossesse, subissent un choc très violent en regardant cette vidéo.

Comment est-il possible qu'un pays qui adopte le mariage égalitaire⁹ et la loi de genre¹⁰, ayant trait (dans les deux cas) à la liberté de disposer de son propre corps, ne légalise pas l'avortement ?

Il faut comprendre cela dans son sens politique. L'avortement est pénalisé dans la plupart des pays de l'Amérique latine, parce qu'il y a un contrôle de l'utérus des femmes. Il s'agit d'un contrôle de la natalité permettant d'avoir une population de masse, mais surtout en contrôlant les utérus, on contrôle le rôle politique des femmes. Depuis l'extérieur, l'Argentine est vu comme un pays progressiste, parce que c'est le premier pays de l'Amérique latine à adopter le mariage égalitaire et surtout parce qu'il y a la loi de genre qui n'existe même pas en Europe, c'est pourquoi on ne se demande plus si l'avortement est légal ou non. Dans ce sens-là, c'est normal que l'on ne puisse pas comprendre comment une revendication qui vient avant les autres, comme l'avortement, ne soit pas encore obtenue. Il y a aussi une question de « coût politique », car il était moins coûteux pour le gouvernement de satisfaire les deux autres revendications que l'avortement puisque c'est un peu un « étendard » de l'Église catholique qui insiste par ce biais-là sur le rôle traditionnel de la femme.

Justement en 2012, au moment où l'on a élargi la question de l'avortement non punissable à tous les cas de viol, le débat a été à nouveau ouvert et l'Église a eu un rôle prépondérant. Le grand référent de l'époque est le cardinal Jorge Bergoglio, l'actuel pape, qui insiste sur le respect du « plan de Dieu » pour l'homme et pour la femme. Il s'est montré plus réactif qu'au moment du débat du mariage égalitaire car il s'agit avec l'avortement de donner la « priorité à la vie » : selon la vision de l'Église, nous avons, en tant que femmes, la fonction et « le devoir » de donner la vie.

De plus, par la satisfaction de ces deux autres revendications, le gouvernement gagnait politiquement tout un secteur de la société tout en subissant moins d'attaques de l'Église, en évitant la rupture. C'est la même situation dans la plupart des pays de l'Amérique latine où les gouvernements, tant socialistes que de droite, négocient la question de l'avortement avec l'Église avant toute chose, pour éviter toute rupture définitive.

Quant à la criminalisation des femmes qui pratiquent des avortements, on a cru comprendre qu'il y a des femmes en prison de ce fait. Il existe des campagnes militantes pour soutenir ces femmes en prison ?

Il y a eu une mobilisation importante parce que dans l'hôpital public, des femmes arrivent avec des complications d'un avortement – parce que, quand il n'y a pas de complication, personne ne le sait. Souvent, elles risquent leur vie pour un avortement mal réalisé ou non finalisé. Dans un hôpital, il y

« Pape argentin, avortements clandestins ». Rencontre avec des militantes féministes argentines après l'élection du pape François <http://www.contretemps.eu> **redaction**
à eu un groupe de professionnels de la santé qui ont dénoncé ces femmes pour avoir avorté, et alors tous les groupes de femmes de la région ont réagi.

Plus qu'une campagne, il y a eu une stratégie juridique : une équipe s'est emparée de ce sujet et a défendu ces femmes poursuivies pénalement. Il fallait rendre publique cette situation, le fait que dans cet hôpital, des médecins dénoncent des femmes.

Mais, en réalité, la prison pour les femmes ayant pratiqué l'avortement, c'est le risque ultime : il faut qu'il y ait un jugement, que tu sois reconnue coupable, etc. A ce moment-là, il pourrait y avoir un mouvement de femmes te soutenant pour obtenir ta libération. Ça, c'est en dernière instance. Généralement, ce qui se passe, c'est que l'interdiction fait que les avortements se déroulent dans de mauvaises conditions ; parce que les femmes concernées ne peuvent pas payer un avortement dans une clinique privée et qu'elles le réalisent en risquant leur vie, leur santé, oblitérant leur possibilité de reproduction future. En plus, très souvent, le silence aggrave ce type de situation.

Votre militantisme cherche donc à informer, à aider les femmes qui ne savent pas comment faire quand elles veulent avorter ?

Oui, il existe en Argentine un numéro de téléphone à disposition des femmes qui veulent interrompre leur grossesse. La ligne, tenue par l'Association américaine pour la santé, fonctionne légalement parce qu'elle donne des informations sur l'usage du Misoprostol, la pilule qui permet l'avortement médicamenteux en Amérique latine. C'est souvent le moyen qui permet d'avorter parce que les femmes n'ont pas l'argent pour accéder à une clinique privée et parce que l'avortement est illégal.

C'est la pilule du lendemain ? C'est légal ?

Non, ce n'est pas la pilule du lendemain, c'est autre chose. La pilule du lendemain est un contraceptif, parce qu'elle empêche le spermatozoïde de féconder l'ovule, ce qui n'arrive que plusieurs heures après le rapport sexuel. Mais si l'ovule est déjà fécondé, c'est trop tard et la pilule du lendemain n'est alors d'aucune utilité.

Le Misoprostol¹¹ est légal, il est en vente libre parce que normalement il sert à d'autres choses, et même pour les hommes. Il est pour l'essentiel un médicament antiulcéreux utilisé pour des traitements stomacaux mais qui sert aussi à faire un avortement médicamenteux. Comme son usage abortif est généralisé en Amérique latine, l'Association américaine pour la santé diffuse également des informations sur cet emploi, bien que ce ne soit pas son usage d'origine. Cette pilule provoque des contractions, et comme à la base il ne s'agit pas d'un produit destiné à provoquer un avortement médicamenteux, les symptômes sont vraiment très pénibles.

Et donc, quel est votre rôle ?

Donner l'information disponible aux femmes, proposer des ateliers d'éducation sexuelle. On réajuste nos actions en fonction de ce qui est nécessaire mais la campagne cherche principalement à rendre visible la question. Chaque Rencontre Régionale de femmes et chaque organisation qui appartient à la campagne peut proposer ce qu'elle veut. En Argentine, il y a eu un projet de loi légalisant l'avortement dès 1984, au moment du retour de la démocratie, et le dernier c'était à la fin de 2010,

c'était le projet de loi de la Campagne nationale pour l'avortement. Il y a eu un travail très important avec les camaradEs historiques de la campagne, y compris à l'intérieur du Congrès national. On a obtenu plus de cinquante signatures d'éluEs qui soutenaient le projet de loi, ce qui exerçait une pression pour que la question soit traitée. Le projet doit d'abord être traité en commission avant d'aller à la Chambre des députés et c'est seulement si c'est approuvé à la Chambre que ça passe devant les sénateurs. Mais, en fait aucun projet de loi légalisant l'avortement n'a jamais été discuté à ce niveau en Argentine.

L'autre campagne importante, c'est celle contre les violences faites aux femmes. C'est l'an dernier que cette campagne a commencé, on en est à essayer de la structurer dans chaque région. C'est un espace qui s'organise en réseau d'organisations de femmes et de femmes indépendantes, qui travaille sur différents points comme l'accompagnement, la visibilité de ce qu'est la violence contre les femmes et les différentes formes qu'elle prend, qu'elle soit domestique, institutionnelle, du travail, etc. On a fait différentes actions, comme le « *bombachazo* » [la « culoterie »]¹² : on avait accroché beaucoup de petites-culottes, et les femmes pouvaient y glisser des témoignages.

Une campagne importante a traité du cas de deux sœurs qui ont été emprisonnées pendant deux ans et deux mois pour s'être défendues contre une attaque sexuelle. Elles ont été jugées pour tentative de meurtre, parce qu'elles avaient blessé leur agresseur en légitime défense. Mais ce sont finalement elles qui ont été poursuivies en justice et non pas l'agresseur. Donc dans le cadre de la campagne contre les violences, ce cas est devenu un cas modèle pour rendre visible les violences et défendre le droit à l'autodéfense des femmes. On en a fait une grande campagne de visibilité dans les médias.

D'ailleurs, on a l'impression qu'ici, en Argentine, l'autodéfense est pratiquée dans de nombreux contextes, non ?

En Argentine, la traite est un problème en augmentation ; c'est une situation réelle : l'Argentine est un pays d'origine, de destination et de transit de femmes victimes de la traite. De façon générale, la violence sexuelle est très réelle en Argentine. Un grand pourcentage de femmes en Argentine vit des situations de violence sexuelle. C'est pourquoi on commence à parler d'autodéfense parce que l'État n'intervient pas pour éradiquer la violence sexuelle, les forces de police ne contribuent pas à lutter contre la violence sexuelle, voire la reproduisent, l'appuient et la font avancer¹³. Voilà pourquoi les femmes réfléchissent à se défendre par elles-mêmes. Mais c'est un thème qui s'inscrit dans une tradition militante moins importante que l'avortement, par exemple. Il existe quelques groupes d'auto-défense, mais très peu, ce sont surtout les groupes les plus avancés. Ils proposent des ateliers d'autodéfense construisant l'*empoderamiento* [empowerment¹⁴], dans des situations concrètes : marcher dans la rue, etc. Nous, « *Conurbanas* », on ne travaille pas l'autodéfense, si ce n'est de façon individuelle, à titre personnel.

Par ailleurs, dans « *Conurbanas* », nous avons une position de classe. Lorsqu'il s'agit des jeunes de classes élevées, c'est assez classique d'acheter un spray au poivre, en plus de pouvoir utiliser une voiture ou de prendre le taxi. Mais, ce n'est pas le cas des classes populaires et beaucoup de filles ont sur elles des couteaux pour se défendre.

Il y a une transmission inconsciente de l'autodéfense car dans beaucoup de cas, on a une mère, une cousine, etc. qui ont connu un problème ou bien ont réussi à s'échapper. Donc sans devenir une pratique militante, ça se fait entre proches, un peu comme le bon sens. Les filles se défendent mais sans avoir conscience de pratiquer l'autodéfense. Et ce n'est pas te défendre parce que quelqu'un va te voler quelque chose, mais parce qu'il va te faire quelque chose, l'idée c'est de survivre.

Au niveau militant, on complète par une intervention sur le plan discursif. On montre que les femmes se défendent elles-mêmes pour rendre visible le fait que les hommes considèrent les femmes comme des objets de propriété, que les désirs qui priment sont les désirs des hommes et que les désirs des femmes ne sont pas pris en compte.

Et sur les effets de l'élection d'un pape argentin ? Que pensez-vous que vont être les implications de cette élection ?

L'Argentine est envisagée comme un pays progressiste avec la loi sur le genre, et celle du mariage égalitaire. En même temps, c'est un pays quasi médiéval, nous avons un pape et une reine¹⁵ ! En relation avec ce que nous disons sur l'avortement, l'avis des groupes féministes et des organisations pour les droits humains à propos de l'élection de Bergoglio, c'est que ce n'est pas positif. C'est une sorte d'expérimentation pour une institution en décadence au niveau mondial, car le pouvoir de l'Église est remis en question au niveau mondial depuis longtemps. Elle cherche à récupérer un pouvoir de décider politiquement. Donc, c'est une institution en décadence, mais pas en Amérique latine, où l'Église se renforce. C'est donc une stratégie de l'Église catholique de choisir un pape latino-américain, une manière de faire en sorte de s'appuyer sur son pouvoir là où il existe encore. Je pense donc que c'est un mauvais coup contre nous, la nomination d'un pape argentin n'est pas quelque chose de positif ni pour l'Argentine, ni pour l'Amérique Latine.

Concrètement, sur les droits des femmes, ça permet à des fonctionnaires de déclarer publiquement que « maintenant, il n'est plus question de parler d'avortement ». On pouvait espérer qu'à un moment, par la lutte, on était près d'obtenir un débat au Congrès sur le sujet. Maintenant que le pape est argentin, on oublie ça. C'est un fort retour en arrière, c'est un obstacle très important aux revendications que les femmes et les féministes mettaient en avant : nous aurons plus de difficultés encore à faire reconnaître nos droits à cause de cette élection.

Par ailleurs, c'est un personnage néfaste. Durant la dictature argentine, Bergoglio avait connaissance de l'existence de l'ESMA, une organisation similaire à un camp de concentration où des centaines de personnes ont été détenues et ont disparu. Bergoglio savait tout ça, il n'a rien fait contre ça, il n'a utilisé aucun des moyens que lui donnait sa position de dirigeant d'une congrégation pour dénoncer publiquement, internationalement, ce qui se passait. Il n'a pas soutenu les dénonciations effectuées par les familles, les exilés, etc. C'est cette personne qui est actuellement le pape. Et plus récemment, il s'est opposé à la loi sur le mariage égalitaire, comme à la loi sur le genre.

Donc avec l'élection du nouveau pape, il y a comme une avancée de conceptions réactionnaires, en Argentine et en Amérique latine ; mais aussi de groupes qui ont des revendications pratiquement néo-nazies, du moyen-âge. Récemment, des jeunes ont tabassé un homosexuel, en disant : « maintenant que nous avons un pape argentin, nous ne voulons pas d'homosexuels dans notre pays »¹⁶. Ces groupes s'appuient sur les propos de Bergoglio, désormais François, qui s'était fait le porte-parole des opposants à la loi, le défenseur de la norme de la famille traditionnelle : un homme et une femme.

Il a dénoncé ceux qui demandaient le mariage égalitaire comme des pervers. Parce que ça lui posait problème qu'il y ait un vrai débat dans toute la société, les médias, les familles. C'était d'ailleurs une avancée, ce débat ; on espère qu'on en viendra là sur l'avortement : que ça passe au Congrès et que ce soit un débat national.

Je ne crois pas directement, même si l'Église catholique s'oppose à l'usage du préservatif... Il ne faut oublier que le VIH est présent en Argentine : les femmes de 20 à 40 ans sont aujourd'hui la population la plus infectée par le virus et cela peut être directement relié à la non-utilisation du préservatif. Donc pour l'Église c'est difficile de beaucoup communiquer contre le préservatif... C'est un problème de santé publique, ça ne serait pas accepté.

Mais c'est aussi grave avec l'avortement, et là le rôle de Bergoglio comme pape va freiner le mouvement pour les droits des femmes en Argentine. L'avortement, c'est aussi une question de santé publique. On ne peut pas dire combien de femmes meurent d'avortements mal réalisés ou non finalisés parce que ce n'est pas légal mais souvent, ces morts sont comptabilisées comme des complications dans l'accouchement, et cela, c'est une des principales causes de mort des femmes.

Que pensez-vous de la position de l'actuel gouvernement à ce propos ?

Cristina Kirchner se définit comme catholique et anti-avortement, elle a affirmé que sous sa présidence, l'avortement ne serait pas légalisé. Au départ, différents secteurs du féminisme pensaient qu'elle pourrait être un interlocuteur. Avec la loi sur le mariage égalitaire, on a eu un vrai moment de transformation sociale, quand la société s'empare du débat, quand partout où tu vas, même dans la rue, tu entends que les gens en discutent, que sont remis en cause les préjugés. Lors des débats sur le mariage et la loi sur le genre, c'était un moment propice pour avancer sur l'avortement. Et pas seulement en Argentine : en Uruguay¹⁷ et dans d'autres pays beaucoup plus répressifs comme au Chili¹⁸, la question a commencé à être rendue visible. Et là-dessus arrive le pape qui renforce la position de l'Église.

On change un peu de thème mais on avait envie de discuter des femmes comme travailleuses : y-a-t-il des campagnes à ce sujet ? En particulier sur les femmes migrantes et employées domestiques ? Comment abordez-vous les thématiques de vos campagnes avec ces femmes en particulier ?

Nous n'avons pas une activité spécifique vis-à-vis des travailleuses. Elles sont intégrées dans ce que nous avons développé quand nous parlons de droits des femmes ou des violences faites aux femmes. Bien sûr, dans nos positions féministes, il faut penser les effets du colonialisme dans la société latino-américaine. En réalité, ici le colonialisme ne peut être oublié parce qu'il a marqué non seulement la structure de classe mais il a marqué aussi les mouvements migratoires, l'agenda politique, les gouvernements, la forme de représentation politique, la démocratie, la construction de nos États-nations, etc. On vient directement d'une structure coloniale.

Nous n'avons pas d'activité spécifique mais les « *Conurbanas* » sont les filles de familles ayant migré depuis les provinces ou depuis d'autres pays. Dans la composition même des « *Conurbanas* » et dans ce que nous faisons avec nos camaradEs, on retrouve cette préoccupation puisque nous organisons des ateliers à propos des femmes comme travailleuses ou du travail domestique lors des Rencontres Régionales des Femmes.

Quand nous nous définissons comme « classistes », c'est en relation avec le capitalisme. Il est possible de lire notre campagne contre les violences faites aux femmes comme anti-capitaliste. Il y a

des femmes des partis de gauche qui ont pour principal axe d'intervention les femmes travailleuses de classes populaires. Nous, c'est plutôt à partir de notre façon de militer, de la composition de nos groupes, puisque nous intervenons surtout dans les quartiers auprès de femmes de classes populaires. C'est pour ça qu'on se sent beaucoup plus proches d'une femme de classe populaire que d'une femme de classe élevée. Je sens davantage l'oppression auprès de mes camaradEs des quartiers car ce sont des femmes qui doivent sortir travailler et qui effectuent la double, voire la triple journée de travail puisqu'elles se chargent non seulement du travail domestique mais aussi de la subsistance dans les quartiers en construisant une solidarité entre voisins. Elles ne s'occupent pas seulement de leur famille mais aussi de celle des voisins. Et en général, on travaille avec ces camaradEs. Il me semble que là, l'oppression est plus visible et la transformation est plus urgente.

Par exemple, dans le quartier Flores (quartier de la ville de Buenos Aires), il y a une cantine, avec des cours populaires, mise en place par des femmes durant la décennie des années 1990, alors que les gens avaient vraiment faim dans les quartiers. Elles ont organisé ensuite un groupe de femmes luttant contre la violence de genre dans le quartier. C'est avec ces camaradEs que nous travaillons tout le temps. Quand nous parlons d'accompagner des femmes dans des situations difficiles, de donner des informations, c'est avec elles que nous sommes en contact. Nous n'avons pas un axe « femmes travailleuses » mais c'est bien d'elles qu'il s'agit dans ces situations réelles, par exemple. Quand il s'agit de penser la violence, en général, c'est tout ensemble parce que c'est la race, la classe, c'est la situation des femmes, la précarisation dans le travail lié au genre et tout ça, c'est dans une même personne !

Entretien réalisé par Fanny Gallot et Bettina Ghio avec la participation de Florencia Liffredo.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

références

- ↑ Chaque année, en Argentine, se tiennent les Rencontres Nationales de Femmes (« *Encuentros Nacionales de Mujeres* »). Elles sont souvent précédées par des rencontres régionales.
Les « *piqueteros* » sont à l'origine un mouvement de chômeurs apparu dans les grandes manifestations populaires insurrectionnelles de 1996 en Patagonie suite aux privatisations des entreprises pétrolières par le gouvernement de Carlos Menem. Leur mode d'action, le blocage des routes ou « *piquete* » que le mouvement reprend à son compte pour se nommer ensuite les « *piqueteros* ». Voir « [Notre stratégie de lutte](#) ». [Entretien avec un militant « piquetero » argentin » par Bettina Ghio.](#)
- ↑ Les assemblées populaires existent dans différents quartiers de la capitale fédérale et la banlieue de Buenos Aires ; elles ont émergé durant la rébellion des 19 et 20 décembre 2001. Ces assemblées ont lieu dans les espaces publics comme au coin d'une rue ou sur une place. Elles deviennent le lieu d'organisation d'activités autogérées et autonomes : convoquer une manifestation et discuter de ses axes politiques, connaître et discuter les revendications spécifiques de ce quartier et les articuler avec les autres quartiers et au niveau national. Dans plusieurs assemblées se sont décidées les « occupations » d'usines abandonnées par les patrons et la création de centres culturels. Les décisions se prenaient par vote à main levée. Entre la capitale et la banlieue, fonctionnaient autour de 120 assemblées. Le mouvement réussit à atteindre un meilleur niveau d'organisation et de centralisation lorsqu'il s'organise en Assemblées Inter-quartiers. Il parvient à organiser une rencontre nationale sur la Place de Mai avec une participation active d'un peu moins de 10.000 personnes. Ses actions furent soutenues par beaucoup plus de monde dans le pays, dans ce moment où tout se débattait, se discutait et tout le monde cherchait des solutions à la crise. Voir Sergio Barrera, « Las asambleas populares del 2001-2002. La primavera de la autoactividad », [Revista Herramienta](#), N° 46.
- ↑ Pour rendre compte des différences d'effectifs militants entre ces organisations, il faut préciser que HIJOS, par exemple, est une organisation de défense des droits humains d'ampleur internationale, le MIR et un parti politique de la gauche révolutionnaire présent dans plusieurs pays de l'Amérique latine, tandis que les autres organisations sont essentiellement des mouvements de quartier.
- ↑ Voir [le site de la Campagne](#).
- ↑ Entre 1.134 euros et 1.420 euros, ce qui pour la majorité correspond à beaucoup plus d'un salaire complet mensuel.
- ↑ Néologisme formé à partir du mot « *mesa* », table. En Argentine, une série de termes contenant le suffixe superlatif « *-azo* » désignent les différentes méthodes de lutte : « *cordobazo* » en référence à la révolte estudiantine et ouvrière de la ville de Cordoba en 1969, ou « *cacerolazo* » à partir de l'insurrection de 2001 pour désigner la protestation accompagnée de coups sur des casseroles.

8. † Ley 25.673, « *Salud Sexual y Procreación Responsable* ». Cette loi date d'octobre 2002 mais le décret qui la fait entrer en application date de 2003. Ce programme garantit l'accès gratuit à différentes méthodes contraceptives et leur utilisation grâce à des conseils, entre autres.
9. † Légalisé le 22 juillet 2010.
10. † La « *Ley de identidad de género* » (Loi d'identité de genre) a été adoptée le 9 mai 2012.
11. † Dans les pays où l'avortement est légal, le Misoprostol est parfois utilisé comme complément du Mifepristone, connu comme RU-486.
12. † Voir note n° 7 sur le suffixe « -azo ». « *Bombacha* » veut dire « culotte », dans son acception de sous-vêtement féminin.
Légalement, il existe des lois mais qu'elles soient mises en place ou qu'il y ait les ressources adéquates pour être vraiment appliquées, c'est autre chose. En 2009, a été créée la loi 25.485 de "Protección Integral para prevenir, sancionar y erradicar la violencia contra las mujeres". Par exemple, il existe une équipe mobile qui se déplace au commissariat chaque fois qu'il y a une plainte pour violences sexuelles. Il existe aussi une loi sur la traite et le trafic de personnes.
13. †
14. † Gain de pouvoir face à un groupe dominant.
15. † Maxima Zorreguieta de nationalité argentine, est devenue reine des Pays-Bas au Printemps 2013.
16. † Voir : <http://www.infonews.com/2013/03/25/sociedad-67107-agreden-a-joven-gay-con-papa-argentino-no-hay-putos-argentinos.php>
17. † Voir : http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2012/10/17/en-uruguay-le-parlement-vote-la-depenalisation-de-l-avortement_1776959_3222.htm
18. † Voir : http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/07/10/au-chili-le-debat-sur-l-avortement-relance-par-le-viol-d-une-fillette-de-11-ans_3445743_3222.html